

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

bien que les programmes de pension sont inadéquats. Ces gens n'ont pas les moyens de payer un logement convenable.

Quarante pour cent de tous les locataires au Canada commencent avec un revenu inférieur au seuil de la pauvreté. Il leur est impossible de trouver un logement convenable, étant donné surtout l'escalade des prix des maisons et des loyers. La pauvreté au Canada ne se limite plus aux personnes dont le revenu est fixe et qui ne travaillent pas. À l'heure actuelle, dans l'agglomération torontoise, 18 p. 100 des familles dépendent des banques alimentaires, 18 p. 100 des familles qui travaillent dans un pays aussi riche que le Canada. Nous devrions tous avoir honte. La politique de l'argent cher du gouvernement actuel a terriblement nui aux gens qui économisent pour s'acheter une maison. Les commissions immobilières estiment qu'une hausse de 1 p. 100 des taux d'intérêt met 200 000 Canadiens de plus dans l'impossibilité de s'acheter une maison. Or, nos taux d'intérêt ont augmenté de 2, 3 et 4 p. 100 depuis deux ans. On comprend très bien que ces Canadiens ne peuvent plus se payer une maison maintenant comme il y a deux ou trois ans, quand on sait que, pour chaque augmentation de 1 p. 100 des taux d'intérêt, l'hypothèque coûte en moyenne 100\$ de plus.

• (1200)

Que répond le gouvernement devant ce problème? Le ministre chargé de l'Habitation déclare que nous devons apprendre à faire davantage avec moins. Que si le gouvernement ne fait pas du bon travail, il faut le lui dire carrément. Le ministre a donné ordre à la SCHL de ne plus faire allusion à la règle du 30 p. 100. Auparavant, on parlait du principe qu'une personne qui consacrait plus de 30 p. 100 de son revenu total aux frais de logement, payait trop cher. Avant, cette proportion était de 25 p. 100. La règle est maintenant de 30 p. 100. Le ministre a donné ordre à la SCHL de ne pas en parler parce beaucoup de Canadiens consacrent 40, 50, voire 70 p. 100 de leur revenu brut au logement.

Après toutes ces belles paroles, voilà qu'arrive le budget suivi de ce projet de loi d'emprunt. Un budget, c'est une sorte de plan cadre dont s'inspire un gouvernement. Il indique comment celui-ci compte régler certains problèmes, dans quelle voie il entend s'engager et ce qu'il se propose d'accomplir. Mais qu'avons-nous dans ce budget? Une offensive impitoyable contre les logements à prix abordable. Si le gouvernement avait fait exprès d'empêcher les Canadiens de s'acheter une maison, il n'aurait pas pu faire mieux. Ils ont transformé une crise du logement en un problème social institutionnalisé: des

Canadiens se retrouvent sur le pavé faute de ne pouvoir se payer un logement.

En quoi le budget est-il responsable de cette situation? Voyons voir. Premièrement, le budget confirme la politique de l'argent cher, une politique qui maintient forcé-ment le déficit à un niveau élevé à cause du service de la dette.

Deuxièmement, ils ont augmenté dès maintenant la taxe au niveau de la fabrication. C'est cette même taxe dont le ministre a dit un jour qu'elle serait nuisible, mais cela n'a pas empêché le gouvernement de la relever à 13,5 p. 100, ajoutant ainsi de 500\$ à 700\$ au prix d'une maison. Le gouvernement a introduit une taxe de vente qu'il appelle maintenant la taxe sur les produits et services, une taxe qui ajoute de 10 000\$ à 20 000\$ au prix d'une maison.

On sait que la plupart des pays occidentaux se sont dotés de programmes de construction de logements sociaux qui représentent de 25 à 30 p. 100 de tous les logements. Cette proportion est de 4 p. 100 au Canada. Même à Hong-Kong, les logements sociaux représentent 40 p. 100 de tous les logements. Qu'a donc fait le gouvernement? Premièrement, il sonne la retraite dans le domaine du logement coopératif: après s'être fermement engagé à construire à peine 5 000 logements en 1986, il n'en construira que 1 700 cette année. La Colombie-Britannique, entre autres, n'aura que 158 nouveaux logements. Le gouvernement a abandonné le Programme d'aide à la remise en état des logements qui a permis à des municipalités comme Montréal de réparer des maisons pour éviter qu'elles ne soient démolies ou transformées en luxueux logements en copropriété. Le gouvernement s'est vanté de vouloir dépenser 100 millions de dollars de plus pour le logement cette année. Mais cette augmentation est due aux taux d'intérêt élevés et au coût sans cesse croissant des programmes de subventions hypothécaires.

Enfin, le gouvernement n'a pas réglé le problème des infrastructures municipales. Dans ma circonscription de Surrey-Nord, nous avons dû assumer le coût de 60 p. 100 des nouvelles constructions depuis cinq ans et nous n'avons plus d'argent. Ce n'est pas d'hier que les municipalités et les maires demandent au gouvernement de les aider à financer les infrastructures municipales pour les écoles, les égouts et les trottoirs. Nous avons 7 000 enfants dans des écoles temporaires. Le gouvernement ne veut pas coopérer avec les deux autres parties afin d'allouer des fonds pour construire des logements à prix abordables et permettre aux municipalités de fournir les services nécessaires.